****

**TABLE DES MATIÈRES**

[1. DESCRIPTIF DU PROGRAMME 1](#_Toc54673691)

[1.1 Objectifs du programme 1](#_Toc54673692)

[2. CRITÈRES D’ADMISSIBILITÉ 2](#_Toc54673693)

[2.1 Entreprises admissibles 2](#_Toc54673694)

[2.2 Financement admissible 2](#_Toc54673695)

[2.3 Dépenses et montants admissibles 3](#_Toc54673696)

[3. CRITÈRES D’EXCLUSION 4](#_Toc54673697)

[3.1 Entreprises et projets exclus 4](#_Toc54673698)

[4. CONDITIONS DE FINANCEMENT 5](#_Toc54673699)

[4.1 Nature de L’aide consentie 5](#_Toc54673700)

[4.2 Montant maximal du financement 5](#_Toc54673701)

[4.3 Recouvrement du prêt 5](#_Toc54673702)

[4.4 Frais de dossiers 5](#_Toc54673703)

[5. STRUCTURE DE GESTION 6](#_Toc54673704)

[5.1 Sélection des entreprises financées 6](#_Toc54673705)

[5.1.1 Comité d’urgence 6](#_Toc54673706)

[5.1.2 Politique de prévention des conflits d’intérêts 6](#_Toc54673707)

[5.1.3 Politique d’engagement de confidentialité 6](#_Toc54673708)

[5.1.4 Critères de sélection 7](#_Toc54673709)

[5.2 Règles et procédures 7](#_Toc54673710)

[5.2.1 Mode de décision 7](#_Toc54673711)

[5.2.2 Délai d’engagement 7](#_Toc54673712)

[6. DOCUMENTS REQUIS ET OBLIGATIONS 8](#_Toc54673713)

[6.1 Documents requis 8](#_Toc54673714)

[6.2 Obligations de l’entreprise 8](#_Toc54673715)

[7. AIDE AUX ENTREPRISES EN RÉGIONS EN ALERTE MAXIMALE (AERAM) 10](#_Toc54673716)

[7.1 Entreprises admissibles 10](#_Toc54673717)

[7.2 Dépenses admissibles 11](#_Toc54673718)

[7.3 Information additionnel 11](#_Toc54673719)

ANNEXE 1 14

ANNEXE 2 18

ANNEXE 3 22

|  |
| --- |
| **TERRITOIRE DESSERVI** |
| **Municipalité régionale de comté (MRC) du Haut-Saint-Laurent** |
| * Dundee
* Elgin
* Franklin
* Godmanchester
* Havelock
 | * Hinchinbrooke
* Howick
* Huntingdon
* Ormstown
* Saint-Anicet
 | * Sainte-Barbe
* Saint-Chrysostome
* Très-Saint-Sacrement
 |

# DESCRIPTIF DU PROGRAMME

## Objectifs du programme

Le programme Aide d’urgence aux petites et moyennes entreprises vise à favoriser l’accès à des capitaux pour maintenir, consolider ou relancer les activités d’entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19. Ce programme s’inscrit dans le contexte d’une situation économique exceptionnelle et circonstancielle.

À cet effet, une entente de Contrat de prêt est intervenue entre le ministère de l’Économie et de l’Innovation (ci-après « MÉI ») et la Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-Laurent (ci-après « MRC » ou « MRC du Haut-Saint-Laurent ») en date du 14 avril 2020, confirmant les obligations de la MRC à l’égard du MÉI. Le montant alloué par le MÉI à la MRC du Haut-Saint-Laurent pour répondre aux demandes d’aide financière des entreprises de son territoire est de 668 605 $. Le montant maximum qui pourrait être autorisé en prêt remboursable à une entreprise est de 49 999 $.

# CRITÈRES D’ADMISSIBILITÉ

Afin d’atteindre ses objectifs, dans le cadre d’une entente entre la Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-Laurent, mandataire dans la mise en œuvre de ce programme pour le Haut-Saint-Laurent, et le ministère de l’Économie et de l’Innovation, ce dernier a fixé les balises suivantes comme critères d’admissibilité.

## Entreprises admissibles

Sont admissibles les entreprises à but lucratif, y compris les coopératives et les entreprises d’économie sociale ayant des activités marchandes, affectées par la pandémie de la COVID‑19.

Pour être admissible, l'entreprise doit :

* + - être une entreprise québécoise ayant sa principale place d’affaires localisée sur le territoire du Haut-Saint-Laurent, depuis au moins un an;
		- être fermée temporairement, susceptible de fermer ou montrer des signes avant-coureurs de fermeture;
		- être dans un contexte de maintien, de consolidation ou de relance de ses activités;
		- avoir démontré un lien de cause à effet entre ses problèmes financiers ou opérationnels et la pandémie de la COVID-19;
		- ne doit pas être sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LRC, 1985, chapitre 36) ou de la Loi sur la faillite et l’insolvabilité (LRC, 1985, chapitre B-3);
		- être une entreprise ou un organisme inscrit au Registre des entreprises du Québec (REQ);
		- détenir ou être en mesure d’obtenir tous les permis et autorisations nécessaires à l’exploitation de l’entreprise.

## Financement admissible

Le financement permet de soutenir, pour une période limitée, le fonds de roulement d’une entreprise dont la situation financière est précaire afin qu’elle soit en mesure de maintenir, consolider ou relancer ses activités.

Le financement porte sur le besoin en fonds de roulement nécessaire au maintien des opérations de l’entreprise, déterminé sur la base de dépenses justifiées et raisonnables et démontrant de bonnes perspectives de rentabilité à moyen terme.

Il devra permettre de pallier le manque de liquidités dans le contexte de la COVID-19 et causé par :

* + - une perte ou une baisse d’achalandage ou de ventes dues à la crise du COVID-19;
		- une impossibilité ou une réduction substantielle de la capacité de livrer des produits (biens ou services) ou des marchandises;
		- un problème d’approvisionnement en matières premières ou en produits (biens ou services).

## Dépenses et montants admissibles

Le montant du financement sera confirmé par le Conseil des Maires de la MRC du Haut-Saint-Laurent, sur recommandation de la direction générale de la MRC et conformément aux critères énoncés aux présentes. Toutefois, la MRC se réserve le droit de :

* + - modifier ce montant pour des raisons justes et raisonnables;
		- verser le montant de l’aide financière par tranche ou sur présentation de factures, conformément aux termes de l’entente de financement à intervenir entre la MRC du Haut-Saint-Laurent et l’entreprise;
		- interrompre le versement si l’entreprise ne respecte pas l’échéancier ou les résultats convenus.

# CRITÈRES D’EXCLUSION

## Entreprises et projets exclus

* + - la production ou distribution d’armes;
		- les jeux de hasard et d'argent, les sports de combat, les courses ou autres activités similaires;
		- la production, la vente et les services liés à la consommation de tabac ou de drogues à l’exception des projets visant les produits de grade pharmaceutique homologués par Santé Canada avec DIN, ou leurs ingrédients, et les projets de recherche et développement avec une licence de Santé Canada;
		- les entreprises reliées au débit de boisson;
		- toute activité dont l’objet principal est protégé par la Charte canadienne des droits et libertés (religion, politique, défense de droits, etc.);
		- toute autre activité qui serait de nature à porter atteinte à la moralité.

# CONDITIONS DE FINANCEMENT

## Nature de L’aide consentie

L’aide accordée pourra prendre la forme d’un prêt remboursable. L’aide financière pourra atteindre un montant maximal de 49 999 $. Le taux d’intérêt sera de 3 %.

Un moratoire de 3 mois sur le capital et les intérêts s’appliquera automatiquement sur tous les contrats de prêt. Un moratoire additionnel de 3 mois sur le capital sera également accordé.

Une période de remboursement de 36 mois, après la période de moratoire six mois sur le capital, est prévue.

Aucune aide ne peut être accordée dans le cadre de ce programme si une aide a déjà été soumise ou obtenue dans le cadre du Programme d’action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE), gérée par Investissement Québec pour les besoins en liquidité de 50 000 $ et plus.

## Montant maximal du financement

L’aide financière pourra atteindre un montant maximal de 49 999 $.

Lorsque la MRC accorde une aide en conformité avec les conditions et les modalités du programme Aide d’urgence aux petites et moyennes entreprises prévues au Contrat de prêt intervenu avec le MÉI, elle peut déroger à la Loi sur l’interdiction de subventions municipales (RLRQ, chapitre I-15).

En tenant compte d’aides financières pouvant provenir d’autres sources, la valeur totale de l’aide financière octroyée en dérogation à cette loi ne peut toutefois pas excéder 150 000 $ à tout moment à l’intérieur d’une période de 12 mois, à moins que la ministre des Affaires municipales et de l’Habitation et le ministre de l’Économie et de l’Innovation n’autorisent conjointement une limite supérieure.

## Recouvrement du prêt

En lien avec le Contrat de prêt conclu entre la MRC du Haut-Saint-Laurent, mandataire, et le ministère de l’Économie et de l’Innovation, la MRC devra mettre en œuvre tout moyen, y inclus les procédures légales qu’elle juge appropriée, pour recouvrer les fonds prêtés et obliger l’entreprise en défaut de paiement à régulariser la situation.

## Frais de dossiers

Aucuns frais de gestion ne sont chargés par l’organisme gestionnaire du programme.

# STRUCTURE DE GESTION

## Sélection des entreprises financées

### Comité d’urgence

Compte tenu de la situation exceptionnelle dans le cadre duquel se déroule ce programme, la MRC du Haut-Saint-Laurent met en place un comité d’urgence composée de :

* Quatre professionnels de la MRC, responsables de l’analyse des demandes d’aide reçues;
* Deux techniciennes responsables des suivis et de la gestion comptable de l’entente; et
* Deux membres de la direction générale de la MRC responsables du contrôle de la qualité et des recommandations au Conseil des Maires.

Les recommandations au Conseil des Maires sont prévues au plus tard un mois après la date limite de réception des demandes, le 15 mai 2020.

### Politique de prévention des conflits d’intérêts

Tout membre du Comité d’urgence ou du Conseil des Maires doit divulguer à la MRC tout lien avec toute personne physique ou morale qui dépose une demande d’aide financière. Si celui-ci est présent au moment où le Conseil prend une décision sur l’attribution du financement, il doit se retirer de la délibération et du vote.

Comme en tout temps dans le cadre de leurs fonctions, les membres du Comité d’urgence doivent respecter les règlements nos 263-2012 et 289-2016 concernant le code d’éthique et de déontologie des employés de la MRC du Haut-Saint-Laurent et déclarer immédiatement tout intérêt, conflit d’intérêt ou apparence de conflit d’intérêt à la direction générale s’il y a lieu.

Les membres du Conseil des maires s’engagent à déclarer immédiatement tout intérêt, conflit d’intérêt ou apparence de conflit d’intérêt à la préfète ou, en son absence au préfet suppléant, ou au directeur général et secrétaire-trésorier.

### Politique d’engagement de confidentialité

Toute personne s’engage, à titre de membre du Comité d’urgence et du Conseil des Maires, à ne pas divulguer les renseignements à caractère confidentiel qui lui seront révélés ou auxquels elle aura accès dans le cadre de l’exécution de ses fonctions.

### Critères de sélection

L’analyse des demandes d’aide financière (voir Annexe 1) porte sur les garanties raisonnables de réussite et de viabilité.

Seules les demandes présentant les meilleures perspectives sont retenues. Parmi les critères de sélection, se retrouvent :

* + - l’impact de la crise sur le secteur d’activité;
		- la viabilité de l’entreprise avant la crise;
		- la rentabilité du projet à moyen terme;
		- le nombre d’emplois sauvegardés;
		- les retombées économiques sur le territoire du Haut-Saint-Laurent;
		- le potentiel entrepreneurial du promoteur;
		- la connaissance du domaine choisi par le promoteur;
		- le réalisme de la demande;
		- les possibilités du marché;
		- la structure de financement de l’entreprise;
		- la démonstration que le promoteur dispose ou est en mesure d’obtenir suffisamment de contrats à court terme pour démontrer la viabilité de son entreprise.

Parmi les autres facteurs pouvant bonifier un dossier et influencer la décision de financement, notons, entre autres, les supports internes ou externes dont le promoteur dispose pour l'appuyer et le conseiller dans l'entreprise et l'importance de sa mise de fonds.

## Règles et procédures

### Mode de décision

Après analyse du Comité d’urgence (voir Annexe 2), une recommandation est émise au conseil de la MRC qui voit à sanctionner ou non la recommandation du Comité d’urgence. La décision du Conseil des Maires de la MRC est sans appel.

### Délai d’engagement

Le déboursé du prêt doit intervenir dans un délai d’environ un mois (soit au plus tard le 15 juin 2020) suivant l’acceptation du projet par le conseil de la MRC et la signature d’un contrat de prêt entre la MRC du Haut-Saint-Laurent et l’entreprise bénéficiaire, stipulant les termes et modalités de cette entente, faute de quoi le montant sera désengagé sans préavis supplémentaire.

# DOCUMENTS REQUIS ET OBLIGATIONS

## Documents requis

Pour la présentation de la demande d’aide au Comité d’urgence, l’entreprise a l’obligation de produire et de transmettre les documents suivants :

* + - formulaire de demande d’aide financière ci-joint, dûment rempli (voir Annexe 1);
		- états financiers des 2 dernières années (si applicable);
		- derniers états financiers intérimaires (cumulés jusqu’au 29 février 2020 si disponibles);
		- états des comptes clients et fournisseurs les plus à jour;
		- liste des contrats en cours et à venir;
		- budget de caisse prévisionnel mensuel pour la prochaine année, à compter de mars 2020;
		- fiche du registraire des entreprises en date de la demande;
		- autres documents à fournir si le projet est recommandé par le Comité d’urgence et approuvé par le Conseil des Maires de la MRC :
			* autorisation municipale (si applicable);
			* copie du bail (si applicable);
			* convention d’actionnaires (si applicable);
			* résolution du conseil d’administration de l’entreprise autorisant la demande.

## Obligations de l’entreprise

Advenant l’acceptation de la demande de financement, l’entreprise s’engage à respecter l’ensemble des éléments suivants :

* + - maintenir en tout temps sa principale place d'affaires sur le territoire de la Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-Laurent jusqu’au remboursement complet du prêt;
		- tenir des livres et des registres comptables précis concernant l’entreprise (selon les principes comptables généralement reconnus) et les transmettre à la MRC à sa demande;
		- convenir qu’en cas de conflit, le District judiciaire de Beauharnois sera reconnu comme étant le territoire de référence;
		- informer la MRC du Haut-Saint-Laurent de toute intention de changement modifiant les activités, la propriété de l’entreprise, la place d’affaires, les revenus de sources autres que les revenus tirés directement des opérations de l’entreprise ou tout autre élément pouvant affecter le respect de ses engagements. De tels projets doivent obtenir l’aval de la MRC avant de se concrétiser. La MRC évaluera alors la pertinence de maintenir ou non l’aide financière accordée à cette entreprise;
		- accepter d’être suivi périodiquement. Un suivi régulier doit être fait auprès de chaque entreprise à laquelle un prêt est accordé selon le niveau de risque établi lors de l'étude du dossier de celle-ci. Le suivi devra se faire en personne, au téléphone ou par courriel, et en tout temps comprendre la présentation de tout document pertinent à l’analyse de la santé financière du projet soutenu. Ce suivi permet d'apprécier tout événement susceptible d'affecter l'aide financière apportée;
		- se conformer à toutes les autres obligations stipulées à la convention de prêt signée lors du décaissement.

# AIDE AUX ENTREPRISES EN RÉGIONS EN ALERTE MAXIMALE (AERAM)

Afin de soutenir les entreprises devant cesser en totalité ou en partie leurs activités parce qu’elles sont situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges), un volet a été créé et ajouté au programme d’aide d’urgence

## Entreprises admissibles

Ce volet permet aux entreprises œuvrant dans les secteurs de la liste ci-dessous d’obtenir une aide non remboursable (pardon de prêt) allant jusqu’à 15 000 $ ou de 80 % des dépenses admissibles lorsqu’elles sollicitent un prêt d’urgence auprès de leur MRC, selon certaines modalités.

* + - restaurants et les aires de restauration des centres commerciaux et des commerces d’alimentation, sauf pour les livraisons, les commandes à emporter ou les commandes à l’auto;
		- Les bars et les discothèques;
		- les microbrasseries et les distilleries, uniquement pour leurs services de consommation sur place de nourriture ou de boisson;
		- les casinos et les maisons de jeux;
		- les institutions muséales, les biodômes, les planétariums, les insectariums, les jardins botaniques, les aquariums et les jardins zoologiques;
		- les arcades, les centres et les parcs d’attraction ainsi que les parcs aquatiques;
		- les saunas et les spas, à l’exception des soins personnels qui y sont dispensés;
		- les bibliothèques autres que celles tenues par les établissements d’enseignement, à l’exception des comptoirs de prêts;
		- les cinémas et les salles où sont présentés des arts de la scène, y compris les lieux de diffusion;
		- les auberges de jeunesse;
		- les centres de conditionnement physique.

## Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles couvrent certains frais fixes qui seront déboursés pour la période de fermeture visée, dont restaurants et les aires de restauration des centres commerciaux et des commerces d’alimentation, sauf pour les livraisons, les commandes à emporter ou les commandes à l’auto;

* + - les taxes municipales et scolaires;
		- le loyer (portion non couverte par un autre programme gouvernemental);
		- les intérêts payés sur les prêts hypothécaires;
		- les frais liés aux services publics (ex. : électricité et gaz);
		- les assurances;
		- les frais de télécommunication;
		- les permis et les frais d’association.

Les salaires, les avantages sociaux, les cotisations patronales et sociales, les impôts et taxes ainsi que les autres frais fixes sont exclus.

## Information additionnelLE

Les entreprises situées dans les zones rouges et dont la fermeture a été ordonnée par un décret du ministère de la Santé et des Services sociaux sont invitées à communiquer avec Iris Delagrange au développement économique de la MRC du Haut-Saint-Laurent pour connaître les modalités du nouveau volet AERAM.

* + - **Pour être éligible au programme AERAM, un contrat de prêt dans le cadre du programme d’Aide d’urgence pour les petites et moyennes entreprises doit être préalablement signé.**
		- Les entreprises sont admissibles à l’aide bonifiée pour un mois donné, si elles ont été visées par une ordonnance de fermeture durant au moins 10 jours durant le mois.
		- Ce volet est en vigueur pour les mois d’octobre et novembre 2020. En cas de prolongation de l’ordonnance de fermeture, il pourra s’appliquer en décembre 2020.
		- Une entreprise qui aurait des besoins supérieurs à 50 000 $ devra s’adresser à IQ (Investissement Québec) dans le cadre du programme PACTE.

|  |
| --- |
| **Ces renseignements sont obligatoires pour le traitement de votre demande. Toute absence de réponse ou refus peut entraîner le rejet de votre demande.** |
| **section 1 - identification de l’entreprise** |
| **Numéro d’entreprise du Québec (NEQ)** |   |
| **Statut juridique de l’entreprise** |       |
| **Nom** **de l’entreprise** |     |
| **Adresse** |       |
| **Municipalité** |       |  | **Code postal** |       |
| **Téléphone** | (   )       | **Poste**       | **Site Internet** |       |
| **Courriel général de l’entreprise** |       |
| **Adresse de correspondance, si différente** |       |

|  |
| --- |
| **Principal gestionnaire et responsable de la demande** |
| **Principal gestionnaire** |  |       | **Titre** |       |
| **Responsable de la demande** |  |       | **Titre** |       |
| **T****éléphone** | (   )       | **Poste** |       | **Cellulaire** | (   )      | **Courriel**  |       |

|  |
| --- |
| **Actionnariat (si applicable)** |
| ***Tous les bénéficiaires et actionnaires de plus de 25 % doivent être inscrits. Les informations peuvent être utilisées à des fins de vérifications des antécédents judiciaires.***  |
| **Principal actionnaire :**       | **% de l’actionnariat :**       | **Date de naissance :**       |
| **Dernière adresse civique :**      | **Code postal****:**       |
| **Municipalité :**      | **Province/État :**      | **Pays :**       |
| **Autre actionnaire :**       | **% de l’actionnariat :**       | **Date de naissance :**       |
| **Dernière adresse civique :**      | **Code postal :**       |
| **Municipalité :**      | **Province/État :**      | **Pays**       |
| **Autre actionnaire :**       | **% de l’actionnariat :**       | **Date de naissance :**       |
| **Dernière adresse civique :**      | **Code postal :**       |
| **Municipalité :**     | **Province/État :**      | **Pays****:**       |
| **Autre actionnaire :**       | **% de l’actionnariat :**       | **Date de naissance****:**       |
| **Dernière adresse civique :**      | **Code postal****:**       |
| **Municipalité :**      | **Province/État :**      | **Pays****:**       |

|  |
| --- |
| **Portrait de l’entreprise** |
| **Décrire sommairement les produits (biens et services) offerts par l’entreprise (au 1er mars 2020).**      |
| **Secteur d’activité économique :**       |
| **Nombre d’employés (au 1er mars 2020) :**       | **Date d’entrée en activité (AAAA-MM-JJ) :**       |
| **Chiffre d’affaires (2019):**       | **Date de fin d’exercice financier (AAAA-MM-JJ) :**        |

|  |
| --- |
| **section 2 - DESCRIPTION sommaire DE LA SITUATION ET DES besoins financiers** |
| **Description de la situation** |
| **Décrire sommairement en quoi consiste la situation de l’entreprise en lien avec le maintien, la consolidation ou la relance.**       |
| **Explications du lien de cause à effet entre les problématiques financières et opérationnelles et la pandémie de la COVID-19.**      |
| **Confirmation, s’il y a lieu, des demandes d’aide dans le cadre de programmes fédéraux, dont :**1. **Compte d’urgence pour les entreprises (prêt de 40 000$ - Institutions financières) : Quelles démarches ont été effectuées ? Quel est le résultat de cette démarche ? Si aucune démarche n’a été effectuée, pourquoi ?**

     1. **Compte d’urgence pour les entreprises (subvention salariale d’urgence à 75 % - Agence du Revenu du Canada) : Quelles démarches ont été effectuées ? Quel est le résultat de cette démarche ? Si aucune démarche n’a été effectuée, pourquoi ?**

     1. **Aide d’urgence du Canada pour le loyer commercial aux petites entreprises ( 75 % du coût des loyers - Agence du Revenu du Canada) : Quelles démarches ont été effectuées ? Quel est le résultat de cette démarche ? Si aucune démarche n’a été effectuée, pourquoi ?**

      |

|  |
| --- |
| **Description des besoins financiers** |
| **Note : les frais mensuels indiqués par un astérisque (\*) sont admissibles au volet AERAM (zones rouges).****fixes mensuels indiqués par un astérisque (\*) sont admissible au volet AERAM (zones rouges).** |
| **Détails des frais** | **Estimation en dollars** |
| Frais relatifs à un bail commercial (portion non couverte par un autre programme gouvernemental)\*       Frais d’intérêts du prêt hypothécaire\*Taxes municipales et scolaires\*Frais relatifs aux services publics\*Frais relatifs aux services de télécommunications\*Frais relatifs aux assurances\*Frais de permis ou d’association\*Frais relatifs à un contrat de location d’équipement      Frais relatifs à l’électricité, au chauffage\*      Pertes d’inventaire      Achat d’inventaire pour la relance      Salaires (portion non couverte par un autre programme gouvernemental)      Autres. Précisez.                           |       $      $      $      $      $      $      $      $      $      $      $      $      $      $ |
| **Montant total :** |       $ |
| [ ]  **L’entreprise est fermée temporairement depuis le (AAAA-MM-JJ) :**      [ ]  **L’entreprise a réduit de façon substantielle ses opérations.**[ ]  **L’entreprise prévoit fermer temporairement en date du (AAAA-MM-JJ) :**      [ ]  **L’entreprise doit cesser en totalité ou en partie ses activités parce qu’elle est située dans une zone en alerte maximale (zone rouge), et ce, en date du (AAAA-MM-JJ) :**       |

|  |
| --- |
| **section 3 - AUTRES INFORMATIONS** |
| **Autres informations pertinentes à votre demande (inscrire tout autre renseignement que vous jugez utile à l’analyse de votre demande)** |
| Par exemple : Nombre d’employés mis à pied, montant des pertes de revenus estimé, retombées économiques sur le territoire du Haut-Saint-Laurent, potentiel entrepreneurial du promoteur/des actionnaires, etc.      |

|  |
| --- |
| **section 4 - AIDEs FINANCIÈREs gouvernementales demandées** |
| **Aides financières** **(*Inclure toutes les aides gouvernementales sollicitées et/ou confirmées)******Exemples : Compte d’urgence pour les entreprises canadiennes, Subvention salariale d’urgence du Canada.*** | **Type d’aide** | **Montant ($)** |
|  | ***Cochez si confirmé*** |
| Programme d’Aide d’urgence aux petites et moyennes entreprises Haut-Saint-Laurent |  | [ ]  |       $ |
| AERAM |  | [ ]  |       $ |
| Programmes fédéraux |  | [ ]  |       $ |
|       |  | [ ]  |       $ |
|  | **Montant total des aides** |       $ |

|  |
| --- |
| **section 5 - DOCUMENTS À ANNEXER À LA DEMANDE** |
| [ ]  | Derniers états financiers (obligatoires)  |
| [ ]  | États financiers intérimaires les plus à jour (obligatoires)  |
| [ ]  | Budget de caisse / prévision de trésorerie (obligatoires)  |
| [ ]  | Pièces justificatives des frais fixes mensuels estimés (bail, avis d’imposition [taxes municipales et scolaires], contrat hypothécaire, contrat d’assurances, services publics, services de télécommunication, permis, association, etc.)  |
| [ ]  | Autres documents pertinents  |
| *Cocher si les documents sont annexés à votre demande.* |

|  |
| --- |
| **section 6 - DÉCLARATION DU DEMANDEUR** |
|  |
| Je soussigné, |       | , confirme que les renseignements fournis dans cette |
|  | **Nom complet en caractères d’imprimerie** |  |
| demande et les documents annexés sont complets et véridiques et m’engage à fournir toute l’information nécessaire à l’analyse de la demande. Je comprends que la présente demande n’entraîne pas nécessairement son acceptation. Je déclare que l’entreprise respecte les conditions d’admissibilité suivantes :[ ]  L’entreprise est en activité au Québec depuis au moins un an.[ ]  L’entreprise n’est pas sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies ou de la Loi sur la faillite et l’insolvabilité.[ ]  L’entreprise est fermée temporairement, susceptible de fermer ou montre des signes avant-coureurs de fermeture.[ ]  L’entreprise est dans un contexte de maintien, de consolidation ou de relance de ses opérations.[ ]  L’entreprise n’a pas déposé de demande au Programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE) d’Investissement Québec.[ ]  J’accepte que les informations inscrites au présent formulaire et aux documents annexés puissent être utilisées à des fins de vérification des antécédents judiciaires des actionnaires de l’entreprise.[ ]  J’accepte que les informations inscrites au présent formulaire et aux documents annexés puissent être utilisées à des fins de vérification de la cote de crédit de l’entreprise.[ ]  Je comprends qu’une fausse déclaration pourrait entraîner le refus de la demande. |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Signature de la personne autorisée** |  | **Titre** |  | **Date** |

|  |
| --- |
| **section 1 - identification de l’entreprise** |
| **Numéro d’entreprise du Québec (NEQ)** |   |
| **Nom de l’entreprise** |   |
| **Adresse** |   |
| **Municipalité** |   |  | **Code postal** |   |
| **Téléphone** | ( )  | Poste  |  | Site Internet |   |
| **Courriel général de l’entreprise** |   |
| **Adresse de correspondance, si différente** |   |
| **Principal gestionnaire et responsable de la demande** |
| **Principal gestionnaire** |  |   | **Titre** |   |
| **Responsable de la demande** |  |   | **Titre** |   |
| **Téléphone** | ( ) **Poste**  | **Cellulaire** ( )  | **Courriel**  |   |

|  |
| --- |
| **Actionnariat** |
| ***Tous les bénéficiaires et actionnaires de plus de 25 % doivent être inscrits. Les informations peuvent être utilisées à des fins de vérifications des antécédents judiciaires.***  |
| **Principal actionnaire :**   | **% de l’actionnariat :**   | **Date de naissance :**   |
| **Dernière adresse civique :**  | **Code postal :**   |
| **Municipalité :**  | **Province/État :**  | **Pays :**   |
| **Autre actionnaire :**   | **% de l’actionnariat :**   | **Date de naissance :**   |
| **Dernière adresse civique :**  | **Code postal :**   |
| **Municipalité :**  | **Province/État :**  | **Pays :**   |
| **Autre actionnaire :**   | **% de l’actionnariat :**   | **Date de naissance :**   |
| **Dernière adresse civique :**  | **Code postal :**   |
| **Municipalité :**  | **Province/État :**  | **Pays :**   |
| **Autre actionnaire :**   | **% de l’actionnariat :**   | **Date de naissance :**   |
| **Dernière adresse civique :**  | **Code postal :**   |
| **Municipalité :**  | **Province/État :**  | **Pays :**   |

|  |
| --- |
| **section 2 - ADMISSIBILITÉ DE l’entreprise** |
| **Date de réception de la demande (AAAA-MM-JJ) :** |       | **Statut juridique de l’entreprise :** |  |
| **Secteur d’activité de l’entreprise :**  | **Autres (précisez) :** |
| **Préciser pour le volet Aide aux entreprises en régions en alerte maximale (AERAM)** | **Autres (précisez) :** |
| **Conditions****d’admissibilité** | **[ ]  l’entreprise est en activité au Québec depuis au moins un an et a sa principale place d’affaires sur le territoire du Haut-Saint-Laurent. [[1]](#endnote-1)****[ ]  l’entreprise est dans un secteur d’activité admissible. [[2]](#endnote-2)****[ ]  l’entreprise est à but lucratif ou est une entreprise d’économie sociale.[[3]](#endnote-3)****[ ]  l’entreprise n’est pas sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies ou de la Loi sur la faillite et l’insolvabilité.****[ ]  l’entreprise a des besoins financiers en fonds de roulement de 49 999 $ ou moins. [[4]](#endnote-4)****[ ]  l’entreprise est fermée temporairement, est susceptible de fermer ou montre des signes avant-coureurs de fermeture. [[5]](#endnote-5)****[ ]  l’entreprise est dans un contexte de maintien, de consolidation ou de relance de ses opérations.[[6]](#endnote-6)****[ ]  l’entreprise n’a pas déposé de demande au Programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE) d’Investissement Québec.[[7]](#endnote-7)****[ ]  l’entreprise est admissible au volet AERAM [[8]](#endnote-8)** |
| **Explications et commentaires :** |
| ***Si l’entreprise ne répond pas à toutes les conditions d’admissibilité, passez directement à la section 4 - Recommandation.*** |
| **Antécédents judiciaires et cote de crédit**(Bien que fortement suggérées, ces vérifications sont facultatives et réalisées par une firme externe) |
| **[ ]**  | **La vérification des antécédents judiciaires des actionnaires de l’entreprise a été effectuée et aucune infraction grave pouvant porter préjudice à la présente demande n’a été soulevée.** |
| **[ ]**  | **La vérification du dossier de crédit de l’entreprise démontre une cote de crédit de**   **et est jugée satisfaisante dans le cadre de l’analyse de la demande d’aide financière.**  |
| **Explications et commentaires :** |
| ***Si les résultats des vérifications des antécédents judiciaires des actionnaires et de la cote de crédit de l’entreprise ne sont pas satisfaisants, passez directement à la section 4 - Recommandation.*** |

|  |
| --- |
| **section 3 - analyse DE LA SITUATION de l’entreprise** |
| **situation de l’entreprise** |
| **Est-ce que l’entreprise a dû faire des mises à pied?** Si oui, combien d’employés ont été mis à pied?       |
| **Est-ce que l’entreprise a fait des demandes d’aide dans le cadre d’un programme d’aide fédéral ?** (commentaires et explications) |
| **Quel est le montant de baisse de revenu estimé pour l’entreprise?**       |
| **L’entreprise était-elle rentable avant la pandémie?** |
| [ ]  ***La situation actuelle de l’entreprise permet de croire qu’elle est dans un contexte de maintien, de consolidation ou de relance.***  |
| ***Expliquez :***       |
| **Commentaires :**   |
| **Analyse financière de l’entreprise avant et pendant la crise** |
| **Principales données financières** | **Dernière année** | **Intérimaires** | **Date de fin d’exercice financier (AAAA-MM-JJ) :**  | **Dernière année** | **Intérimaires** |
|       |       |
| **Chiffre d’affaires** |       |       | **Actif à court terme** |       |       |
| **Ventes** |       |       | **Encaisse** |       |       |
| **Coût des marchandises vendues** |       |       | **Actif total** |       |       |
| **Bénéfice net** |       |       | **Passif à court terme** |       |       |
| **Bénéfice brut** |       |       | **Passif total** |       |       |
| **Charges** |       |       | **Capitaux propres** |       |       |
| ***PRINCIPAUX RATIOS FINANCIERS [[9]](#endnote-9)*** |
| **Rentabilité** | **Marge bénéficiaire brute (en %)** |       |       |
| **Marge bénéficiaire nette (en %)** |       |       |
| **Levier financier** | **Ratio d’endettement (en %)** |       |       |
| **Ratio Emprunt / Capitaux propres (x/1)** |       |       |
| **Solvabilité** | **Fonds de roulement (en $)** |       |       |
| **Ratio de fonds de roulement (x/1)** |       |       |
| **Ratio de trésorerie (en %)** |       |       |
| **Analyse et commentaires :**       |
| [ ]  ***Le lien de cause à effet entre les problématiques financières et opérationnelles et la pandémie de la COVID-19 est justifié*. [[10]](#endnote-10)** |
| ***Expliquez :***       |
| ***Si l’analyse de la situation de l’entreprise n’est pas satisfaisante pour justifier une aide financière, passez directement à la section 4 ‑ Recommandation.*** |

|  |
| --- |
| **section 4 - recommandation** |
| **À la lumière des informations fournies par l’entreprise et suite à l’analyse de celles-ci :**[ ]  une aide financière est recommandée sous la forme d’un prêt au montant de       à un taux d’intérêts de 3 % et selon les modalités suivantes : [ ]  moratoire de 3 mois (capital et intérêts) et moratoire de 3 mois (capital)[ ]  amortissement sur 36 mois après le moratoire de six mois sur le capital [[11]](#endnote-11)[ ]  En vertu du volet AERAM, un pardon de prêt au montant de      $ est recommandé conditionnellement à la réception des pièces justificatives à la suite du moratoire de 3 mois (capital et intérêts)[ ]  une aide financière à l’entreprise n’est pas recommandée pour la raison suivante :[ ]  l’entreprise ne respecte pas les conditions d’admissibilité.[ ]  l’analyse de la situation de l’entreprise et de ses besoins financiers ne permet pas de justifier une aide financière.[ ]  l’analyse financière de l’entreprise démontre des difficultés financières importantes avant la pandémie de la COVID-19.[ ]  autre motif : Expliquez :       |
| **Explication et commentaires sur l’aide recommandée**[[12]](#endnote-12)**:**      |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |       |  |       |  |       |  |
|  | **Nom de l’analyste de la demande**  | **Titre** | **Date** |
| **Recommandation de la direction générale :**       |
|  |

|  |
| --- |
| **section 5 - DÉCISION** |
| **Une aide financière tel que recommandée ci-haut est :** [ ]  **Date du Conseil des Maires de la MRC du** **Haut-Saint-Laurent :**      | [ ]  acceptée [ ]  refusée**Conditions et commentaires :**       |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |       |  |
|  | **Laurent Lampron** **Directeur général et secrétaire-trésorier** |  | **Date** |

**ANNEXE 3 – *ESPACE RÉSERVÉ À LA MRC***

**Programme d’Aide d’urgence aux petites et moyennes entreprises**

**Calcul du pardon**

**NUMÉRO DE DOSSIER : PUHSL-**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **NOM DE L'ENTREPRISE :** |         |  |  |  |  |  |
|  |  |   |  |  |  |  |  |  |
| **Mois :** |       |   |  |  |  |  |  |  |
| **Montant total du prêt demandé ($) :** |        |   |  |  |  |  |  |  |
| **Montant du pardon maximal ($)** **(80 % du prêt total) :** |       $ |   |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Dépenses admissibles** | **Pièce justificative envoyée** | **Type de document** | **Montant mensuel demandé ($)** | **Montant anticipé pour**       **mois ($)** | **NOTES** |
| Taxes municipales |        |        |        |       $ |       |
| Taxes scolaires |       |        |       |       $ |       |
| Loyer (la portion non couverte par un autre programme gouvernemental) |       |       |        |       $ |       |
| Intérêts payés sur les prêts hypothécaires |       |       |       |       $ |       |
| Frais liés aux services publics (ex. : électricité et gaz) |       |       |       |       $ |       |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Dépenses admissibles** | **Pièce justificative envoyée** | **Type de document** | **Montant mensuel demandé ($)** | **Montant anticipé pour**       **mois ($)** | **NOTES** |
| Assurances |       |       |       |       $ |       |
| Frais de télécommunication |       |       |       |       $ |       |
| Permis et frais d’association |       |       |       |       $ |       |
|  |  | **TOTAL :** |       $ |       $ |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Note : le montant du pardon ne pourra excéder 80 % du prêt total avec un maximum de 15 000 $ par mois de fermeture |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **En fonction des conditions énumérées ci-dessus, et afin d'optimiser le montant pouvant être pardonné, le montant du prêt demandé devrait être au minimum de :** |       $ |  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| \*Si le montant du prêt est supérieur à 50 000 $ (affichage en rouge), la demande doit être faite auprès d'Investissement Québec. |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Notes générales :**      |
|
|
|
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Ce tableau se veut un outil de calcul simplifié dans le cadre du volet AERAM du programme PAUPME. Il est recommandé de contrevérifier les résultats afin de s'assurer de leur exactitude. Celui-ci ne pourra servir en aucun cas comme seule base de référence et de justification des dépenses. Le montant du pardon sera calculé par votre MRC à la fin de la période de moratoire de 3 mois et les montants pourraient différer des chiffres obtenus dans le présent document.La responsabilité de la MRC ne pourrait être en aucun cas engagée pour des valeurs erronées.** |

1. La date d’immatriculation au Registraire des entreprises du Québec permettra de confirmer cette information. <http://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/> [↑](#endnote-ref-1)
2. Tous les secteurs d’activités sont admissibles à l’exclusion des activités suivantes:

	* La production ou distribution d’armes;
	* Les jeux de hasard et d'argent, les sports de combat, les courses ou autres activités similaires;
	* La production, la vente et les services liés à la consommation de tabac ou de drogues à l’exception des projets visant les produits de grade pharmaceutique homologués par Santé Canada avec DIN, ou leurs ingrédients, et les projets de R et D avec une licence de Santé Canada;
	* Toute activité dont l’objet principal est protégé par la Charte canadienne des droits et libertés (religion, politique, défense de droits, etc.);
	* Toute autre activité qui serait de nature à porter atteinte à la moralité. [↑](#endnote-ref-2)
3. Le statut juridique inscrit au Registraire des entreprises du Québec permettra de confirmer cette information. « L’économie sociale regroupe les coopératives, les mutuelles et les organismes à but non lucratif qui ont des activités marchandes (bien ou service) ». [↑](#endnote-ref-3)
4. La section 2 du formulaire de demande d’aide financière permettra de confirmer cette information. [↑](#endnote-ref-4)
5. La section 2 du formulaire permettra de connaître la date de fermeture réelle ou prévue de l’entreprise. L’entreprise qui a réduit ses activités et ayant des besoins financiers pour maintenir ses opérations est considérée comme montrant des signes avant-coureurs de fermeture. [↑](#endnote-ref-5)
6. Un contexte de maintien peut correspondre au fait que l’entreprise n’est pas en processus de fermeture définitive et/ou demeure active avec des opérations réduites. Si l’entreprise demeure active durant la crise mais avec des opérations réduites, elle sera considérée en contexte de consolidation lors de la reprise complète de ses opérations. Dans tous les cas, l’entreprise doit démontrer une volonté de relancer de ses opérations après la crise ou être dans un processus de relance après à la crise. [↑](#endnote-ref-6)
7. La section 4 du formulaire du formulaire de demande d’aide financière permettra d’obtenir cette information. L’entreprise est tenue de mentionner toute autre demande d’aide financière et la confirmation d’octroi. [↑](#endnote-ref-7)
8. L’entreprise est située dans une zone en alerte maximale (zone rouge) et dans un secteur d’activité économique impacté. L’entreprise n’est pas dans un secteur d’activité faisant partie des exclusions de la note ii [↑](#endnote-ref-8)
9. Marge bénéficiaire brute ([chiffre d’affaires – coût des marchandises vendues] / chiffre d’affaires)

Marge bénéficiaire nette (bénéfice net / chiffre d’affaires)

Fonds de roulement (actif à court terme – passif à court terme) (en $)

Ratio d’endettement (passif total / actif total)

Ratio Emprunt / Capitaux propres (passif total / avoir des actionnaires)

Ratio de fonds de roulement (actif à court terme / passif à court terme)

Ratio de trésorerie (actif court terme liquide / passif à court terme) [↑](#endnote-ref-9)
10. Si l’entreprise était déjà en situation financière précaire avant le 1er mars 2020, le lien de cause à effet pourrait ne pas être justifié. Les états financiers intérimaires « maison » pourraient être demandés et analysés au besoin pour savoir si la situation c’était améliorée depuis les derniers états financiers complets. [↑](#endnote-ref-10)
11. L’amortissement du prêt prévu est de 36 mois après le moratoire de six mois sur le capital. [↑](#endnote-ref-11)
12. Les coûts admissibles sont liés aux frais que l’entreprise doit assumer pendant la pandémie de la COVID-19 et/ou lors de la relance. À titre d’exemples :

	* Frais relatifs à un bail (location de local commercial);
	* Frais de location d’équipement (ex : machinerie) ou de services (ex : logiciel informatique en abonnement);
	* Frais d’électricité, de télécommunications, d’hébergement ou de mise à jour de site web;
	* Services professionnels (ex : comptable, consultant pour un plan de continuité ou de relance);
	* Achats de matières premières ou de produits pour redémarrer les activités.Les coûts admissibles peuvent être rétroactifs jusqu’au 1er mars 2020. Certaines exceptions pourraient s’appliquer pour des entreprises démontrant que leurs revenus de ventes proviennent d’exportations ou d’achats de l’importation ayant été affectées avant le 1er mars 2020.

N.B. Un prêt dans le cadre de ce programme ne devrait pas servir à rembourser un autre prêt existant avant la pandémie (ex : hypothèque, prêt bancaire, etc.). Les institutions financières offrent des assouplissements de remboursement. [↑](#endnote-ref-12)